

Population & Sociétés

La république turque a 100 ans. Qu'en est-il de sa population ?

Ce numéro consacré à la démographie turque était prévu de longue date. À l'heure de sa publication, la Turquie et la Syrie vivent un deuil terrible. L'Ined adresse ses condoléances et son soutien aux peuples turc et syrien meurtris.

Dilek Yildiz*, Tugba Adali**, Caner Özdemir***

Il y a 100 ans, en 1923, naissait la république de Turquie. Composée alors de 13 millions d'habitants, sa population a été multipliée par plus de six en un siècle pour atteindre 85 millions en 2020 et probablement 100 millions en 2060. Dilek Yildiz, Tugba Adali et Caner Özdemir retracent l'histoire de cette remarquable transition démographique d'un pays jeune à un pays vieillissant, décrivent la population actuelle ainsi que les défis à venir.

D'un pays jeune à un pays vieillissant

Le premier recensement de la République moderne en 1927 décrit l'état de la population après la guerre d'indépendance (1919-1922) caractérisée par des taux de natalité et de mortalité élevés, ainsi qu'une pénurie de jeunes hommes. Cela a conduit le gouvernement à adopter des politiques pronatalistes comme l'abaissement de l'âge légal du mariage (15 ans pour les femmes et 16 ans pour les hommes dans le code civil de 1938) et des incitations symboliques telles que l'attribution de médailles aux femmes ayant eu plus de 6 enfants. Ces politiques, menées pendant les premières décennies de la république, utilisent la croissance de la population active comme levier de la croissance économique. La population de 1927 (13,5 millions d'habitants) a doublé en 1960. Cette hausse rapide ne s'est toutefois pas accompagnée d'une amélioration notable de la santé maternelle et infantile, devenue une réelle préoccupation de santé publique. La croissance démographique a été, dès lors, perçue par l'État comme un obstacle au développement économique du pays, comme en témoigne le tout premier plan quinquennal (1963-1967).

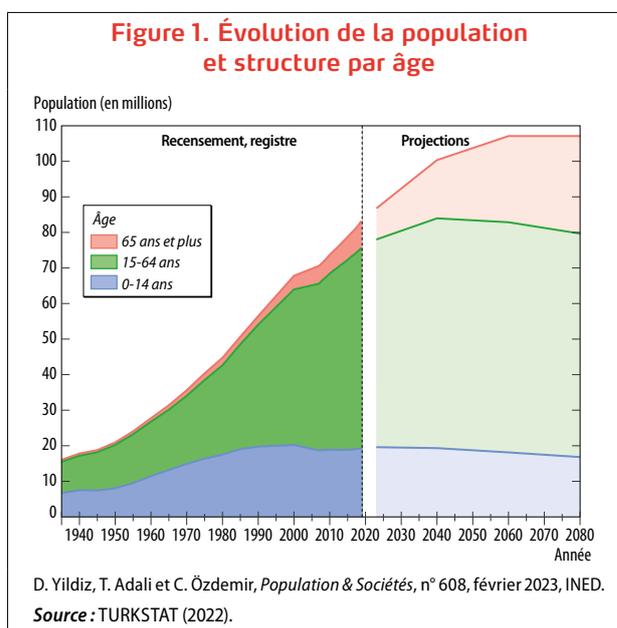
La loi sur la planification de la population de 1965 marque également le changement de cap des politiques familiales, avec la généralisation des services de contraception et de planification familiale dans de nombreux établissements de santé. Le taux de croissance de la population, qui culminait dans les années 1950 à 2,8 % par an, est tombé à 1,3 % en 2021⁽¹⁾. Selon

(1) En 2020, ce taux, mesuré à partir des registres de population, était de 0,6 % par an, ce qui est probablement dû à la pandémie de Covid-19.

* International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA), Vienna Institute of Demography, Austrian Academy of Sciences (VID/ÖAW)

** Centre for Longitudinal Studies UCL Social Research Institute

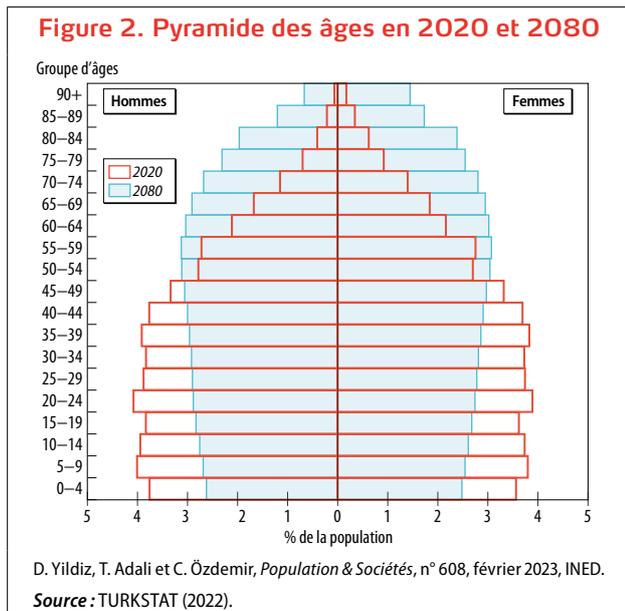
*** Zonguldak Bülent Ecevit University, Labour Economics and Industrial relations



le scénario principal des projections démographiques officielles (TURKSTAT, 2022), le taux de croissance de la population continuera à diminuer, avec une population totale qui devrait se stabiliser juste au-dessus de 100 millions vers 2060 (figure 1).

L'âge médian en Turquie a atteint 33,1 ans en 2021. Le vieillissement de la population a récemment été mentionné comme préoccupant dans plusieurs documents officiels, du fait que 9,5 % de la population avait plus de 65 ans. La taille de ce groupe d'âges, qui représente en 2020 près de 8 millions, devrait dépasser 27 millions d'ici 2080. La figure 2 montre ce vieillissement de la population en comparant la structure par âge de la population en 2020 et sa projection en 2080.

Figure 2. Pyramide des âges en 2020 et 2080



Un niveau de fécondité désormais faible

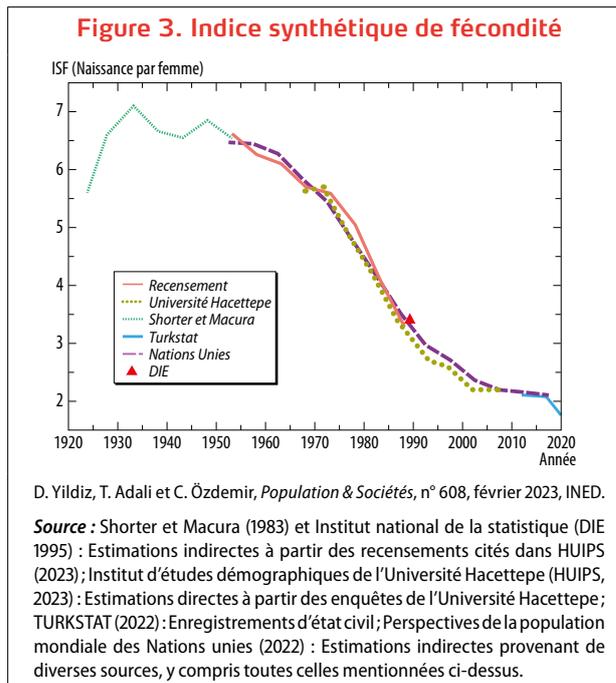
Alors que les taux de fécondité étaient généralement élevés au début du xx^e siècle, certaines villes comme Istanbul et Izmir ont été les pionnières de la transition démographique, puisque leur fécondité a commencé à baisser dès le xix^e siècle. L'indice synthétique de fécondité (ISF) d'Istanbul, par exemple, était estimé à 3,5 naissances par femme selon le recensement ottoman de 1885 (Behar, 1995). Cependant, le pays était essentiellement rural, et l'ISF national au cours de la première décennie de la République, dans les années 1920, était d'environ 6 enfants par femme. Ce taux a atteint un pic dans les années 1930, avec un ISF de 7.

La loi sur la planification démographique de 1965 légalise tous les types de méthodes de contraception (à l'exception de la stérilisation) et autorise les avortements en cas d'urgence médicale. Par conséquent, l'utilisation de méthodes contraceptives (traditionnelles ou modernes) est passée de 22 % en 1963 (presque sans utilisation de méthode moderne) à 38 % en 1978 (dont 21 % de méthodes modernes). Cet accès accru à la contraception n'explique que partiellement l'accélération de la diminution de la fécondité (Behar, 1995). L'urbanisation rapide a été également un facteur majeur, car elle a entraîné des changements dans les types de familles, notamment par une transition des familles étendues vers des familles nucléaires. L'offre d'éducation, plus importante dans les zones urbaines, a également contribué à cette baisse de la fécondité.

La loi sur la planification démographique de 1983 a légalisé l'avortement et la stérilisation sur demande. L'ISF est tombé au-dessous de 3 enfants par femme dans les années 1990. Il a fluctué autour du seuil de remplacement de 2,1 jusqu'en 2017, puis a diminué pour atteindre 1,7 en 2021 selon TURKSTAT (2022) (figure 3).

Entre-temps, même si la loi de 1983 est toujours en vigueur, on observe un changement visible des pouvoirs publics quant à la fécondité et l'avortement. Recep Tayyip Erdoğan, au pouvoir d'abord en tant que Premier ministre puis en tant que Président au cours des 20 dernières années, a fait des déclarations publiques encourageant les couples à avoir au moins trois enfants, les célibataires à se marier, en particulier les jeunes, et condamnant également l'avortement à la demande. Ces points

Figure 3. Indice synthétique de fécondité



de vue sur l'avortement, soutenus par les membres de son parti politique, semblent avoir des conséquences néfastes sur la prestation de services : des études récentes montrent que l'avortement à la demande n'est plus pratiqué que dans quelques hôpitaux publics.

Les progrès de la mortalité

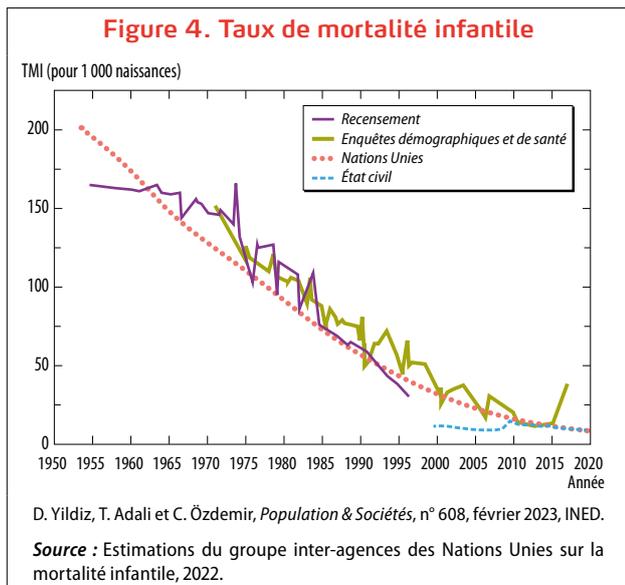
Les premières estimations disponibles de la mortalité dans la Turquie moderne datent des années 1930. Peu de personnes survivant jusqu'à un âge avancé, l'estimation globale de l'espérance de vie à la naissance en 1935-1940 était de 35,4 ans (Shorter et Macura, 1983). Ce faible niveau a encore baissé pendant la Seconde Guerre mondiale, atteignant 31,4 ans au cours des cinq années suivantes. Même si la Turquie n'était pas un belligérant, les contraintes économiques de cette époque se sont répercutées sur la population turque qui a connu une plus grande pauvreté et des pénuries alimentaires. Il en a résulté une augmentation du taux de mortalité infantile (TMI), qui est passé de 273 à 306 pour 1 000 naissances entre 1935-1940 et 1940-1945.

Les améliorations de la mortalité ont été presque constantes ensuite. L'espérance de vie à la naissance a atteint 50 ans durant la période 1960-1965, et le TMI a été réduit à 176 pour 1 000 (*ibid*). Les mesures concernant la santé maternelle et infantile, comme la campagne nationale de vaccination de 1985, ont permis de sensibiliser le public aux soins préventifs dans les années 1980. Cependant, le TMI n'a pas diminué aussi rapidement que dans d'autres pays à niveau de développement économique similaire dans les années 1990.

Durant les années 2000, les soins prénataux se sont généralisés, entraînant une baisse de la mortalité infantile. Selon les enquêtes (HUIPS, 2021), entre 1993 et 2018, la proportion de femmes enceintes bénéficiant de soins prénataux est passée de 62 % à plus de 95 %, et les accouchements dans des établissements de santé de 60 % à 99 %. La proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition chronique a diminué de 19 % à 6 %. Grâce à ces progrès sanitaires, la Turquie a été parmi les premiers pays concernés à atteindre le

quatrième objectif du Millénaire pour le développement⁽²⁾, qui consistait à réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de cinq ans entre 1990 et 2015. Aujourd'hui, le TMI est inférieur à 15 décès pour 1 000 naissances, et l'espérance de vie est supérieure à 75 ans pour les deux sexes (figure 4).

L'effet de la pandémie de Covid-19 sur la mortalité n'a pas encore été évalué. Selon le ministère de la Santé, à la fin du mois de novembre 2022, la pandémie avait fait au total 101 492 victimes. Par ailleurs, les statistiques annuelles officielles des décès et des causes de décès n'ont pas été publiées depuis 2020.



Les mobilités géographiques internes

En 2012⁽³⁾, 77 % de la population turque vivaient dans des zones urbaines (villes et zones périphériques), alors que c'était le cas de 24 % seulement au début du xx^e siècle, selon le premier recensement de 1927. L'exode rural a été le principal vecteur de mobilité géographique pendant plusieurs décennies. Il existe également une importante mobilité d'une ville à l'autre, présente depuis toujours et devenue la caractéristique principale des migrations internes après le ralentissement de l'exode rural dans les années 1980. Historiquement, les mobilités ont pour principale destination la région occidentale de la Turquie, vers des villes comme Istanbul et Izmir, tandis que les autres régions sont principalement des régions d'origine. Ce schéma est encore largement valable à quelques exceptions près.

Le déplacement interne est une autre caractéristique de l'histoire turque. La réinstallation des minorités non turques dans des lieux jugés appropriés par le gouvernement, déjà fréquente dans les premières années de la république, devient une politique officielle avec la loi d'assimilation de 1934 (n° 2510). Le déplacement de la population principalement kurde de la Turquie orientale vers la partie européenne a été un phénomène majeur, du fait du conflit entre l'État turc et le mouvement séparatiste kurde entre 1984 et 2004. On estime qu'un million de personnes au total ont été déplacées des 14 provinces de l'Est vers l'Ouest entre 1986 et 2005 (HUIPS, 2021).

(2) Pour plus d'informations : <https://www.un.org/millenniumgoals/>

(3) Depuis, la définition a changé et de ce fait les chiffres sont moins comparables.

Les migrations internationales ♦

Depuis la fondation de la Turquie moderne en tant que nouvel État-nation en 1923, les migrations internationales à destination et en provenance de la Turquie ont été profondément liées à son histoire et sa rapide transition démographique, économique et sociale, ainsi qu'aux événements majeurs qui ont eu lieu dans les pays environnants. Elle a été un pays d'émigration, d'immigration et d'asile (Kirişçi, 2003), mais aussi de migrations de transit au cours des dernières décennies.

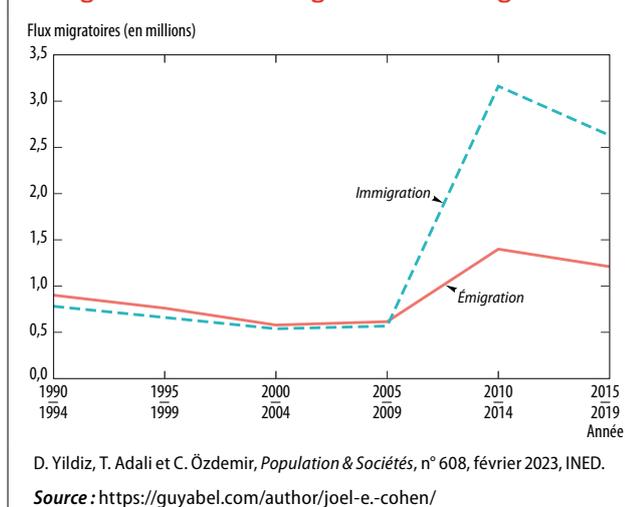
Après la Seconde Guerre mondiale, plus d'un million de personnes ont émigré vers la Turquie depuis les pays communistes, comme la Yougoslavie et la Bulgarie, jusque dans les années 1990. Parallèlement, les traités conclus entre la Turquie et plusieurs pays d'Europe occidentale, notamment l'Allemagne, ont entraîné une migration de main d'œuvre de la Turquie vers les États qui en manquaient après-guerre. Si certains travailleurs sont rentrés en Turquie, la plupart sont restés dans le pays d'accueil, rejoints par leurs familles dans le cadre du regroupement familial mis en place dans les années 1980 et 1990. Le coup d'État militaire de 1980 et la situation dans les régions kurdes ont accéléré les demandes d'asile en provenance de Turquie (İçduygu et Sirkeci, 1999). Selon le ministère des Affaires étrangères turc, plus de 6,5 millions de ressortissants turcs vivent actuellement à l'étranger, dont 5,5 millions dans un pays d'Europe occidentale. TURKS-TAT rapporte que le flux annuel de ressortissants turcs ayant quitté la Turquie a augmenté de 69 000 en 2016 à 84 000 en 2019⁽⁴⁾. Les flux quinquennaux d'immigration et d'émigration entre 1990-1994 et 2015-2019 sont présentés dans la figure 5.

Depuis les années 1990, la Turquie est devenue un important pays de migration de transit, accueillant temporairement des personnes en provenance de pays comme l'Afghanistan, l'Iran et l'Irak. Ayant signé la Convention de 1951 avec une « limitation géographique », la Turquie n'accorde pas le statut de réfugié à ces personnes, réservé à celles qui arrivent d'Europe. C'est donc le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés qui traite leurs demandes. La crise syrienne de 2011, en revanche, a affecté le statut accordé aux personnes arrivant avec l'intention d'obtenir refuge ou asile par l'État turc. Trois millions de Syriens sont arrivés en Turquie depuis le début de la crise et 2016. Depuis 2014, la Turquie leur a accordé une « protection temporaire », un statut qui diffère de celui de réfugié car il ne permet pas aux Syriens de s'installer dans un pays tiers. Selon la Direction générale de la gestion des migrations, la Turquie a accueilli 3,6 millions de personnes avec ce statut en novembre 2022. Environ un demi-million de Syriens ont quitté la Turquie de manière irrégulière, empruntant principalement la voie maritime vers la Grèce (l'UNHCR estime qu'un pic de 483 730 arrivées est atteint en 2015 contre 23 200 l'année précédente). Un accord entre l'Union européenne et la Turquie a été signé en 2016

♦ Note de la rédaction : dans cette version corrigée le 8 mars 2023, un paragraphe et une phrase relatifs à la période antérieure à la création de l'État turc ont été modifiés car ils auraient nécessité davantage de développements. L'ined n'oublie pas les massacres de la population arménienne perpétrés sur le territoire ottoman avant 1923.

(4) Ces chiffres étaient de 113 326 pour 2017 et 136 740 pour 2018. Aucune statistique annuelle sur la migration internationale n'a été publiée depuis 2019.

Figure 5. Flux d'immigration et d'émigration



selon lequel tous les migrants irréguliers traversant de la Turquie vers les îles grecques seraient renvoyés en Turquie. Cela a considérablement réduit le nombre de migrations vers la Grèce depuis.

Quel avenir pour la population turque ?

La proportion de la population en âge de travailler est encore suffisamment importante pour que la Turquie bénéficie d'un dividende démographique avec un niveau d'éducation croissant. La proportion de la population âgée de plus de 25 ans ayant suivi un enseignement universitaire ou supérieur est passée de 9,1 % en 2008 à 20,8 % en 2019. Cette fenêtre d'opportunité nécessite que le capital humain soit utilisé au maximum de ses capacités. Cependant, en 2022, 27,1 % des jeunes (15-24 ans) n'étaient ni en études ni en emploi (NEET). En outre, le chômage a atteint son plus haut niveau dans l'histoire de la république en 2020 et le taux d'emploi des femmes stagne autour de 30 % depuis des années.

Le fait d'être le premier pays d'accueil de réfugiés au monde, les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 et les taux de chômage élevés dans la population jeune constituent des défis pour l'avenir de la Turquie. Compte tenu des faibles niveaux de fécondité et de mortalité, les futures migrations entrantes et sortantes pourraient jouer un rôle majeur dans l'évolution de la structure de la population au cours des prochaines décennies. Il est possible qu'on observe une augmentation de l'émigration de la population jeune et qualifiée

Mots-clés

Turquie, transition démographique, croissance de la population, population, fécondité, natalité, mortalité, migration.

vers les pays développés à moyen terme⁽⁵⁾, d'autant plus que le pays est marqué par des crises monétaires et une atmosphère politique détériorée après la tentative de coup d'État en 2016. Les tendances de l'immigration, quant à elles, seront probablement façonnées par l'évolution de la situation en Afghanistan, en Syrie et au Moyen-Orient en général. Par conséquent, l'ampleur des migrations et les politiques d'intégration associées seront déterminantes pour la structure de la population turque.

Références

- Behar C., 1995, The fertility transition in Türkiye: Reforms, policies, and family structure, in Makhoul Obermeyer C. (ed.) *Family, Gender and Population in the Middle East*, Cairo, The American University in Cairo Press, 36-57.
- Hacettepe University Institute of Population Studies (HUIPS), publications, available at: <http://www.hips.hacettepe.edu.tr/en/menu/publications-121>, accessed: 11.10.2021.
- İçduygu A. et Sirkeci İ., 1999, Cumhuriyet Dönemi Türkiye'sinde Göç Hareketleri. In 75 Yılda Köyden Şehirlere, pp. 249-267. Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul.
- Kirişçi, K., 2003, Türkiye: A Transformation from Emigration to Immigration. <https://www.migrationpolicy.org/article/turkey-transformation-emigration-immigration> Accessed: 10.10.2021.
- Shorter F. C. et Macura M., 1983, *Türkiye'de Nüfus Artışı (1935-1975) Doğurganlık ve Ölümlülük Eğilimleri*, Yurt Yayınları, Ankara.
- Turkish Statistical Institute, 2022, Data Portal for Statistics: Population and demography, available at: <https://data.tuik.gov.tr/Kategori/GetKategori?p=nufus-ve-demografi-109&dil=2>, accessed: 17.12.2022

(5) Le tableau 76 dans cette étude montre qu'une forte proportion de jeunes veulent vivre à l'étranger. https://www.kas.de/documents/283907/16886777/Turkish+Youth+2021_KAS.pdf/e430a8e7-ale1-6b55-4a74-e77c4b2a8652?version=1.3&t=1655118037331

Résumé

En octobre 2023, la république de Turquie célèbre son 100^e anniversaire. Depuis sa fondation, la population du pays est passée de 13,5 millions d'habitants lors du premier recensement de 1927 à 84,7 millions en 2021, et l'indice synthétique de fécondité de 6 naissances par femme à moins de 2 au cours de la même période. Avec une diminution continue de sa mortalité, la population commence à montrer les premiers signes de vieillissement. En termes de migration, la Turquie, autrefois un pays d'origine, est progressivement devenue un pays de transit et d'accueil pour les migrants, principalement en provenance de Syrie et d'autres pays du Moyen-Orient. L'intention d'émigrer de Turquie est élevée parmi les jeunes, en raison de l'incertitude du pays confronté à des crises économiques et un chômage élevé.